

Newsletter n°3 – Urgence Climatique Justice Sociale

Dans ce numéro :

- des informations sur la « *Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère Terre* » qui aura lieu à Cochabamba du 20 au 22 avril ;
- des éléments pour batailler contre les climato-sceptiques et les fausses solutions ;
- un retour sur la Conférence de Sarkozy sur les forêts du 11 mars : mise en scène et fausses solutions sont au programme.

1. Conférence de Cochabamba (<http://cmpcc.org/>)

Après Copenhague, la Bolivie a pris l'initiative de cette conférence pour essayer de construire un rapport de force suffisant pour infléchir l'agenda international. Tout le monde est invité, sans condition : gouvernements, institutions internationales, scientifiques, ONG et bien sûr mouvements sociaux. Plusieurs objectifs :

- analyser les causes structurelles du changement de climat et proposer des solutions alternatives ;
- discuter d'un projet de "Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère" ;
- discuter de propositions pour un nouvel accord dans le cadre de l'ONU,
- travailler à l'organisation d'un Référendum mondial des peuples sur le changement climatique,
- avancer sur un plan d'action pour la création d'un tribunal international pour la justice climatique,
- définir des stratégies d'action et de mobilisation.

Pour une présentation plus complète, voir [ici](#).

Un [google-group](#) a été constitué par des membres d'UCJS dont certains seront à Cochabamba. Plus d'infos à venir.

2. Batailler contre les climato-sceptiques et les fausses solutions

L'intégralité de ce texte est à lire [ici](#).

Batailler contre les climato-sceptiques. Selon Stephan Schneider, climatologue américain, les « *dénigreur*s du changement climatique » se situent sur le registre de « *propagande idéologique* » plutôt que sur une « *démarche scientifique* ». Voir également le récent [appel de 400 scientifiques français spécialistes du climat](#) prenant explicitement position contre Allègre, Courtillot et consorts. D'autre part les industriels et lobbies pétroliers financent des campagnes d'information niant le changement climatique selon un récent [rapport](#) publié par Greenpeace – Etats-Unis.

Les marchés carbone, ça dysfonctionne. Des multinationales françaises parmi les plus polluantes, comme Arcelor Mittal ou le cimentier Lafarge, profitent des largesses du système européen (voir le [rapport](#) de l'ONG britannique [Sandbag](#) ou l'article de [Bastamag](#)). Sans doute est-il temps d'exiger une remise en cause profonde de la finance carbone. Le collectif UCJS avait émis des pistes alternatives lors sa rencontre du 6 février (voir [ici](#)).

La France, soutien de la production de CO2 ? La Banque Mondiale devait se prononcer le 8 avril sur un prêt pour la construction de la centrale à charbon de Medupi en Afrique du Sud. La France risquait de soutenir le projet pour défendre les intérêts d'Alstom. Un [courrier](#) et une [cyberaction](#) citoyenne ont été rédigés.

En France, le gouvernement enterre son Grenelle de l'environnement. Pour Bizi, voir [ici](#), l'abandon de la taxe carbone signifie l'enterrement du Grenelle de l'Environnement. Les projets routiers et autoroutiers, aéroportuaires, l'abandon du fret diffus et de proximité par la SNCF, la construction d'un réacteur EPR à Penly sont autant d'exemples de projets gouvernementaux en contradiction avec les exigences de politiques alternatives portées par le collectif Urgence Climatique Justice Sociale.

3. Conférence sur les forêts du 11 mars

Nicolas Sarkozy avait convoqué une « *conférence internationale sur les grands bassins forestiers* » le 11 mars à Paris, en dehors de tout cadre onusien de négociations. S'il est urgent et souhaitable d'aider les pays en développement à protéger leurs forêts primaires et à réduire les émissions causées par le déboisement, ce soutien ne peut se faire sans respecter certains principes élémentaires que les ONG et associations, dont la présence n'était pas prévue, n'ont pu rappeler que par communiqués de presse :

- voir [ici le texte](#) publié sur le site du collectif Urgence Climatique Justice Sociale ;
- *le communiqué d'Attac France [ici](#),*
- *celui de la coalition Forests People Programme [ici](#) (et une traduction en français [ici](#))*

Pour vous inscrire à la **liste de diffusion du collectif**, il suffit de se rendre sur cette [page](#) et d'y inscrire votre e-mail. Vous pouvez également nous contacter à cette **adresse** : sixheures.ucjs@gmail.com